

# TABLE DES MATIÈRES

<i>Préface</i> .....	v
<i>Avant-propos</i> .....	vii
<i>Biographie</i> .....	xxvii
<b>En guise de rapport introductif ...</b>	
Vincent SAGAERT .....	1
<b>Entre métier et passion : témoignage sur le professeur Stanislas Makoroka</b>	
Caritas NIYONZIMA .....	25
A. Relations entre « professeur et étudiant» .....	25
I. Les activités académiques .....	26
II. Les activités para-académiques .....	27
B. De professeur à collègue : professeur un jour, professeur toujours ! .....	28
I. De la collaboration dans le dossier CEBAC .....	28
II. Relations après le dossier CEBAC .....	29
<b>PARTIE I</b>	
<b>DYNAMIQUES DE (DE)CONSTRUCTION ET DE</b>	
<b>(RE)CONSTRUCTION DU BURUNDI, ÉTAT-NATION</b> .....	31
<b>La question ethnique au Burundi : entre contours théoriques et travail</b>	
<b>structurant de l'État colonial</b>	
Gaspard NDUWAYO .....	33
A. Les Hutu, les Tutsi, les Twa et les Ganwa : de vraies fausses ethnies	
des Barundi sociologiquement pertinentes .....	33
I. L'ethnicité au Burundi : un donné ou un construit ? .....	34
II. Les identités au Burundi : des constructions qui peuvent être	
sociologiquement pertinentes .....	37
B. Action de l'État colonial de déconstruction des socles de l'unité des	
Barundi .....	42
I. Le travail de l'État colonial de désactivation des croyances	
traditionnelles et des mythes d'un destin commun .....	42
II. L'État colonial et la désagrégation de l'institution des Bashî-	
gantâhe .....	45
Conclusion .....	51

<b>Mémoires de chez soi et droit au retour. Regard croisé sur les perceptions des anciens réfugiés rwandais au Burundi et des nouveaux réfugiés burundais au Rwanda</b>	
Nadine NIBIGIRA .....	53
Introduction .....	53
A. Les cadres de rencontres des réfugiés Burundais au Rwanda .....	56
I. Les commémorations nationales .....	56
II. Les journées internationales .....	57
III. Les commémorations nées de la contestation du troisième mandat du président de Pierre Nkurunziza .....	58
IV. Des rencontres circonstanciées : à l'occasion des décès, naissances et d'entraide d'urgence .....	59
V. Des réunions des réfugiés sur des cas urgents .....	61
VI. Les rencontres sportives et culturelles .....	61
B. Le sens du vécu et le sentiment du pays d'origine au pays d'exil .....	62
I. Les Burundais vivent la crise au miroir de l'appartenance ethnique .....	62
II. L'exil et l'assignation identitaire au Burundi et au Rwanda .....	63
III. Quand les Rwandais réfugiés sont traités comme de réels étrangers au moment de la passation des examens nationaux .....	64
IV. L'attachement au pays d'exil .....	65
Conclusion .....	65
<b>PARTIE II</b>	
<b>ÉTAT DES DROITS DE L'HOMME: INGÉNIERIE JURIDIQUE .....</b>	<b>67</b>
<b>The Concept of Rule of Law under the Constitution of Burundi</b>	
Pacifique NIYONIZIGIYE .....	69
Introduction .....	69
A. The principle of supremacy of law .....	73
B. The principle of legal certainty .....	77
C. Access to justice .....	84
D. The principle of equality .....	91
E. Respect for human rights .....	96
I. State obligations .....	96
II. Limitations on human rights .....	99
Conclusion .....	102

<b>Ambiguïtés du rôle de la Communauté de Développement de l'Afrique australe dans la consolidation de la démocratie en République Démocratique du Congo</b>	
Joseph CIHUNDA HENGELELA .....	105
Introduction .....	105
A. Engagements de la SADC en faveur de la démocratie .....	107
I. Engagements de la SADC en faveur de la démocratie à l'intérieur des Etats membres .....	107
II. Engagement de la SADC en faveur de la démocratie dans le rapport entre les Etats membres .....	109
B. Perception de l'ambiguïté du rôle de la SADC dans la consolidation de la démocratie en RDC .....	111
I. Qualification de la crise politique et électorale congolaise au regard des objectifs de la SADC .....	111
II. Ambiguïté de la SADC avant l'organisation des élections du 30 décembre 2018 .....	112
III. Ambiguïté de la SADC après les élections du 30 décembre 2018 ..	116
C. Recherche des motivations profondes à l'ambiguïté du rôle de la SADC .....	118
I. Frein à l'élan démocratique au sein de la communauté .....	118
II. Protection des intérêts des États membres au détriment de la communauté .....	119
Conclusion .....	120
<b>Le deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques visant à abolir la peine de mort</b>	
Marc BOSSUYT .....	123
<b>Les inégalités de traitement relativement au statut juridique du couple au Burundi. Analyse d'un cas de discrimination</b>	
Alexis MANIRAKIZA .....	129
Introduction .....	129
A. Le traitement différent des couples mariés et des couples en union libre: une question controversée .....	132
B. L'analyse de la comparabilité entre l'union libre et le mariage dans le contexte burundais .....	136
C. L'analyse de la légitimité de la différence de traitement entre le mariage et l'union libre dans le contexte burundais .....	143
D. L'analyse de la condition de proportionnalité .....	144
Conclusion .....	145

<b>La quête permanente d'une détention préventive exceptionnelle: quelques considérations</b>	
Raf VERSTRAETEN .....	147
<b>La perquisition collective dans la loi n° 1/09 du 11 mai 2018 portant modification du Code de procédure pénale: des pouvoirs quasi-illimités aux mains du Ministère Public</b>	
Bernard NTAHIRAJA .....	165
Introduction .....	165
A. Une législation nouvelle pour une pratique déjà bien assise.....	167
B. Un champ spatial élastique.....	169
C. Un encadrement imprécis en droit matériel .....	169
I. L'enquête d'urgence consécutive au terrorisme.....	170
II. L'enquête d'urgence consécutive à l'atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat .....	171
III. L'enquête consécutive à une « <i>situation de trouble</i> » .....	172
D. L'imprécision du cadre procédural: une flagrance fictive?.....	173
Conclusion .....	175
<b>La protection des droits des personnes handicapées en droit burundais au regard du droit international</b>	
Richard NDAYIZIGAMIYE .....	177
Introduction .....	177
I. Contexte et justification de l'étude .....	177
II. Approche méthodologique.....	179
III. Articulation de l'étude .....	179
A. Contenu normatif de protection des droits des personnes handicapées ..	180
I. Contenu normatif des instruments internationaux.....	180
1. Instruments internationaux généraux .....	180
2. Instruments internationaux spécifiques aux personnes handicapées.....	181
a. Déclaration des droits du déficient du 20 décembre 1971 ..	181
b. Déclaration des droits des personnes handicapées du 9 décembre 1975.....	181
c. Règles pour l'égalisation des chances des handicapés du 20 décembre 1993.....	181
d. Convention relative aux droits des personnes handicapées du 13 décembre 2006 .....	181
II. Contenu des textes juridiques nationaux.....	183
1. Constitution de la République du Burundi de juin 2018 .....	183

2.	Loi portant promotion et protection des droits des personnes handicapées de janvier 2018 .....	185
3.	Autres textes législatifs et réglementaires du Burundi .....	186
B.	Mise en œuvre des droits des personnes handicapées .....	188
I.	Mise en œuvre au niveau international .....	188
1.	Mécanismes conventionnels de mise en œuvre .....	188
2.	Mécanismes non conventionnels de mise en œuvre .....	189
a.	Programme d'action mondiale concernant les personnes handicapées .....	189
b.	Objectifs de Développement Durable (ODD) .....	190
II.	Mise en œuvre au niveau national .....	190
1.	La politique nationale de mise en œuvre de la loi n° 1/03 du 10 janvier 2018 portant promotion et protection des droits des personnes handicapées au Burundi et son plan d'action .....	191
2.	La politique nationale de l'emploi .....	192
3.	Le Comité national de pilotage de la décennie africaine des personnes handicapées .....	192
4.	La stratégie nationale de réintégration socio-économique des personnes sinistrées au Burundi .....	192
C.	Observations sur les limites et analyse critique du système burundais ....	193
I.	Observations critiques quant aux limites .....	193
1.	Limites quant au contenu normatif des textes nationaux ....	193
2.	Limites quant à la mise en œuvre .....	195
II.	Analyse critique de la loi burundaise portant promotion et protection des droits des personnes handicapées au regard de la convention internationale relative aux droits des personnes handicapées .....	196
1.	Objet .....	196
2.	Définition de la personne handicapée .....	196
3.	Définitions .....	197
4.	Principes généraux .....	197
5.	Femmes et enfants .....	198
6.	Sensibilisation .....	198
7.	Accessibilité .....	199
8.	Reconnaissance de la personnalité juridique et accès à la justice .....	199
9.	Autres droits et protections .....	200
10.	Mécanisme de mise en œuvre et de suivi .....	201
	Conclusion .....	202

PARTIE III

GOUVERNANCE ET DÉVELOPPEMENT ..... 205

1. *Questions de droit civil* ..... 207

**Quand la passivité du juge fait l'affaire des débiteurs peu scrupuleux.**

**Analyse de la pratique en matière de taux d'intérêts judiciaires, d'astreinte et d'anatocisme au Burundi**

Aimé-Parfait NIYONKURU ..... 209

Introduction ..... 209

A. Nature, source et fonction des intérêts judiciaires en droit burundais.. 211

I. Nature, source et fonction des intérêts judiciaires ..... 211

1. Nature des intérêts judiciaires en droit burundais ..... 212

2. Fonction des intérêts judiciaires en droit burundais ..... 216

B. Un taux en déphasage avec la réalité, une aubaine pour les débiteurs peu scrupuleux..... 219

I. Un taux en déphasage avec la réalité qui fonde l'intérêt judiciaire 219

II. Une belle affaire des débiteurs peu scrupuleux..... 221

III. Des armes de dissuasion oubliées dans le placard de la justice: l'astreinte et l'anatocisme ..... 222

Conclusion ..... 226

**La loi portant régime juridique de la concurrence au Burundi: une loi mort-née**

Jean Marie BARAMBONA ..... 229

Introduction ..... 229

A. Notion du droit de la concurrence ..... 230

I. Notion de la concurrence ..... 230

II. Le droit de la concurrence ..... 231

III. Le domaine du droit de la concurrence ..... 232

IV. L'utilité du droit de la concurrence ..... 232

B. Bref aperçu du contenu de la loi de 2010 portant régime juridique de la concurrence au Burundi..... 233

I. Le cadre institutionnel de la concurrence au Burundi ..... 233

1. Le Ministère ayant le commerce dans ses attributions..... 233

2. La Commission de la concurrence..... 234

a. La composition de la Commission ..... 234

b. Les attributions de la Commission ..... 234

c. La saisine de la Commission ..... 235

II. Le droit matériel de la concurrence au Burundi..... 235

1. Les actes de concurrence déloyale ..... 235

2. Les pratiques anticoncurrentielles..... 236

3.	La réglementation des prix, la facturation et l'information commerciale .....	236
C.	Analyse critique de la loi de 2010 portant régime juridique de la concurrence .....	237
I.	Absence d'un organe de mise en application de la loi .....	238
II.	Une loi en manque de textes d'application .....	239
1.	Un texte sur les procédures de sélection des membres de la commission .....	239
2.	Un texte relatif à la vente ou offre de vente avec prime .....	240
3.	Un texte relatif à certaines modalités des concentrations, des positions dominantes et des monopoles .....	240
4.	Un texte relatif à l'obligation de déclaration de stocks .....	240
5.	Un acte de nomination des officiers de police judiciaire à compétence restreinte .....	240
III.	Une loi inconnue des parties prenantes .....	241
IV.	Une loi en conflit avec le Code pénal .....	242
V.	Des infractions sans peines .....	244
VI.	La compétence confuse de la commission .....	245
VII.	Un risque très élevé d'interférence entre la commission et les autres institutions de régulation .....	246
D.	Proposition pour une meilleure régulation de la concurrence au Burundi .....	247
I.	Mise en place d'une politique générale de la concurrence .....	248
II.	Révision de la législation relative à la concurrence .....	249
1.	Définition des termes utilisés .....	249
2.	Clarification du champ d'action de la loi et de la compétence de l'autorité de régulation .....	249
3.	Clarification des actes prohibés et de leurs sanctions .....	250
4.	La sauvegarde du caractère spécial de la loi sur la concurrence .....	250
5.	Adoption des textes d'application de la loi et traduction en Kirundi de toute la réglementation .....	250
III.	Révision du cadre institutionnel de la concurrence .....	251
1.	Création d'une véritable autorité de la concurrence .....	251
2.	La composition de l'autorité de la concurrence .....	251
3.	Les attributions de l'autorité de la concurrence .....	252
a.	Les fonctions consultatives .....	252
b.	Les fonctions administratives .....	253
	Conclusion .....	254

**Evolution du droit et de la pratique en matière d'accès des femmes à la terre au Burundi**

Adélaïde NIYAKIRE ..... 257

Introduction ..... 257

A. Evolution du droit burundais en matière d'accès des femmes à la terre. 259

    I. Régime du droit coutumier ..... 259

    II. Evolution du droit écrit..... 261

        1. Période coloniale ..... 261

        2. Période postcoloniale..... 263

        3. Garanties constitutionnelles et légales permettant aux femmes d'accéder à la terre au Burundi ..... 264

    III. Evolution de la jurisprudence ..... 268

B. Evolution des pratiques en matière d'accès des femmes à la terre au Burundi..... 270

    I. Aperçu historique de l'accès à la terre au Burundi ..... 270

    II. Evolution des pratiques familiales en matière d'accès des femmes à la terre ..... 274

Conclusion ..... 277

**Implications du droit au développement sur l'effectivité des droits de la femme au Burundi**

Elisabeth NDAYISABA ..... 281

Introduction ..... 281

A. Implications normatives du droit au développement sur l'effectivité des droits de la femme au Burundi ..... 283

    I. Fondements normatifs des droits de la femme au Burundi ..... 284

    II. Mise en application normative des droits de la femme au regard du droit au développement..... 285

B. Implications institutionnelles du droit au développement sur l'effectivité des droits de la femme au Burundi ..... 287

    I. Institutions mises en place pour la mise en application des droits de la femme au Burundi ..... 287

    II. Organisation institutionnelle pour la mise en œuvre des droits de la femme au regard du droit au développement..... 288

Conclusion ..... 290

2. <i>Questions de droit pénal</i> . . . . .	293
--	-----

**L'enseignement du droit pénal à la faculté de droit de l'Université du Burundi. L'expérience d'un juge d'instruction belge**

Frank CAMBERLAIN . . . . .	295
Introduction . . . . .	295
A. Impressions et expériences d'un professeur visiteur . . . . .	296
I. La mission, un challenge. . . . .	296
II. Conditions de travail difficiles, contacts avec les étudiants et milieu social . . . . .	297
III. Les attentes et quelques certitudes ! . . . . .	299
IV. Un obstacle considérable: la langue de Molière . . . . .	300
V. Le droit pénal spécial burundais . . . . .	301
VI. Le niveau académique des étudiants. . . . .	302
VII. L'évaluation des étudiants . . . . .	303
B. L'état de droit au Burundi à l'heure actuelle: regard d'un ex-juge d'instruction belge. . . . .	305
I. Les droits fondamentaux de l'homme en péril . . . . .	305
II. L'indépendance et l'impartialité des magistrats. . . . .	306
III. Actualités dans le domaine du droit pénal . . . . .	307
IV. L'accès à la justice. . . . .	308
Conclusion . . . . .	309

**Le mensonge et le droit pénal burundais des affaires: état actuel de la répression**

Donatien CIZA . . . . .	311
Introduction . . . . .	311
A. Le mensonge en droit pénal commun . . . . .	312
I. L'escroquerie . . . . .	312
II. Abus de confiance . . . . .	313
III. Les tromperies . . . . .	314
IV. Le faux et l'usage de faux . . . . .	314
1. Le faux . . . . .	314
2. L'usage de faux . . . . .	315
B. Le mensonge dans les branches spécialisées du droit des affaires . . . . .	316
I. Le mensonge en droit commercial général . . . . .	316
II. Le mensonge en droit des sociétés. . . . .	316
1. La répression des actes de mensonge en matière de constitution et de publicité des sociétés. . . . .	317
2. La répression des actes de mensonge en rapport avec le fonctionnement des sociétés. . . . .	317

3.	La répression des actes de mensonge en rapport avec le contrôle des sociétés commerciales . . . . .	318
4.	La répression des actes de mensonge en rapport avec la liquidation des sociétés commerciales . . . . .	318
a.	La répression des actes de mensonge liés à la banqueroute et des cas assimilés à la banqueroute . . . . .	318
b.	La répression des actes de mensonge en rapport avec l'organisation frauduleuse de l'insolvabilité . . . . .	319
III.	Le mensonge en droit des marchés publics . . . . .	320
IV.	Le mensonge en droit de la concurrence et de la consommation . . . . .	321
V.	Le mensonge en droit des investissements . . . . .	322
1.	Cas de blanchiment . . . . .	322
2.	Cas des entreprises bénéficiant du statut de zone franche . . . . .	324
	Conclusion . . . . .	324

**Le travail pénitentiaire au Burundi: un regard juridique et pratique**

Désiré NSANZAMAHORO . . . . . 327

Introduction . . . . . 327

A. Notion et fonction du travail pénitentiaire . . . . . 328

B. Fonctions du travail pénitentiaire . . . . . 328

C. Défis du travail pénitentiaire au Burundi . . . . . 330

I. Les lacunes juridiques . . . . . 330

1. Une réglementation interne ambiguë . . . . . 331

2. Une réglementation non conforme au droit international . . . . . 331

    a. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et les conventions de l'OIT . . . . . 332

    b. Pacte international relatif aux droits sociaux, économiques et culturels (PIDSEC) . . . . . 333

    c. La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples . . . . . 334

    d. Les Règles minima pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) . . . . . 334

3. Une atteinte au principe de normalisation . . . . . 337

II. Les difficultés d'ordre pratique . . . . . 341

1. Un problème d'escorte des détenus à l'extérieur de la prison, une entrave du travail . . . . . 341

2. Un manque d'implication de l'administration pénitentiaire dans la mobilisation des partenaires externes . . . . . 342

3. Un travail qui profite à un nombre insignifiant de détenus . . . . . 343

    a. Le choix des travailleurs: une complexité de critères de sélection . . . . . 344

    b. Une rémunération modique et moins attrayante . . . . . 346

c.	La nature du travail disponible: des travaux qui ne répondent pas au goût de tous les détenus . . . . .	347
d.	Un travail occasionnel et d'une durée éphémère . . . . .	347
	Conclusion . . . . .	348
	<i>3. Questions de gouvernance et de développement . . . . .</i>	<i>351</i>
	<b>La formation judiciaire: un défi commun au Burundi et en Belgique</b>	
	Raf VAN RANSBEECK . . . . .	353
	Introduction . . . . .	353
A.	La formation judiciaire en Belgique . . . . .	354
I.	L'Institut de Formation Judiciaire belge . . . . .	354
II.	Les formations offertes par l'IFJ . . . . .	356
1.	Une formation initiale . . . . .	356
a.	Le stage judiciaire comme formation initiale . . . . .	356
b.	La formation initiale du magistrat en dehors du stage judiciaire . . . . .	357
c.	Les formations pour l'obtention d'un brevet pour l'exercice de fonctions spécifiques . . . . .	358
2.	La formation permanente . . . . .	358
3.	Les formations internationales . . . . .	359
III.	L'accompagnement de carrière . . . . .	360
B.	La collaboration entre l'IFJ et le Centre burundais de Formation du Personnel de la Justice (CFPJ) . . . . .	360
C.	Epilogue: le futur et les principes de formation de l'IOJT . . . . .	364
	<b>Le contrôle des services publics autonomes en droit positif burundais: une confusion entre tutelle et pouvoir hiérarchique</b>	
	Egide MANIRAKIZA . . . . .	367
	Introduction . . . . .	367
I.	Justification de l'étude . . . . .	367
II.	Approche méthodologique . . . . .	369
III.	Plan proposé . . . . .	370
A.	La confusion législative à propos du contrôle des services publics . . . . .	370
I.	La loi n° 1/08 du 28 avril 2011 portant organisation générale de l'administration publique . . . . .	370
II.	Le Décret n° 100/07 du 22 janvier 2019 portant révision du Décret n° 100/279 du 18 octobre 2012 portant réorganisation et fonctionnement de l'Université du Burundi . . . . .	371
III.	Le Décret n° 100/09 du 23 janvier 2019 portant révision du Décret n° 100/056 du 21 avril 1992 portant réorganisation	

	et fonctionnement du Centre hospitalo-universitaire de Kamenge (CHUK) . . . . .	372
B.	La nécessité de lever la confusion . . . . .	372
I.	L'intérêt dans le chef des autorités dotées du pouvoir de contrôle et des autorités Subalternes. . . . .	372
1.	Idée de base . . . . .	372
2.	Les raisons de la nécessité de lever cette confusion . . . . .	373
a.	Une conséquence de la différence des deux concepts . . . . .	373
b.	Une conséquence des moyens et des techniques de contrôle différents . . . . .	374
1)	La base légale du contrôle hiérarchique et du contrôle de tutelle. . . . .	374
2)	Possibilité de l'autorité subalterne de s'opposer à une mesure de l'autorité supérieure . . . . .	374
3)	L'objet du contrôle . . . . .	374
4)	Le pouvoir de substitution . . . . .	375
5)	L'étendue des pouvoirs . . . . .	375
II.	L'intérêt dans le chef des usagers du service public . . . . .	376
C.	La solution préconisée. . . . .	376
	Conclusion . . . . .	377

### **La problématique du développement des constructions anarchiques dans la ville de Bujumbura : perspectives d'avenir pour un développement durable**

	Emery NUKURI. . . . .	379
	Introduction . . . . .	379
A.	La cause première du développement des quartiers anarchiques : la conception restrictive de la légitimité de l'expropriation en droit burundais . . . . .	381
I.	L'utilité publique, une notion variable selon les pays et les époques . . . . .	382
1.	L'utilité publique en droits français et belge. . . . .	382
2.	L'utilité publique dans le système africain des droits de l'homme. . . . .	384
3.	L'utilité publique dans le système européen des droits de l'homme. . . . .	385
II.	La légitimité de l'expropriation, une exigence particulière en droit burundais . . . . .	385
III.	Les bénéficiaires de l'expropriation en droit burundais : une omission de taille du Code foncier de 2011 . . . . .	386
1.	Les bénéficiaires de l'expropriation selon le Code foncier burundais de 1986 . . . . .	387

2.	Les bénéficiaires de l'expropriation selon le Code foncier de 2011 .....	388
IV.	Nécessité d'une conception large de l'utilité publique et des bénéficiaires de l'expropriation au Burundi .....	389
V.	La viabilisation par intégration, une solution de façade au développement des quartiers anarchiques .....	392
1.	Notion de viabilisation ou d'expropriation par intégration ..	393
2.	La viabilisation par intégration: une pratique non règlementée par la loi .....	393
3.	Les avantages et les inconvénients de la viabilisation par intégration .....	394
VI.	Les autres causes possibles du développement des quartiers anarchiques .....	396
1.	Inapplication des lois en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire .....	396
2.	Absence, ignorance et/ou non mise à jour des plans d'aménagement du territoire .....	399
3.	Chevauchement des missions, une collaboration insuffisante et une carence de partage de données entre les services en charge de la gestion des terres .....	401
	Conclusion .....	405

**L'instrument fiscal et la fondation des États modernes dans les pays des grands lacs africains de l'époque précoloniale à l'époque post-coloniale: le cas du Burundi**

	Michel MASABO .....	407
	Introduction .....	407
A.	Le pouvoir fiscal monarchique: un moyen d'accumulation de richesse et d'affermissement du pouvoir politique .....	408
I.	L'organisation économique traditionnelle .....	409
1.	Une économie agricole et d'élevage .....	409
2.	Une économie d'échanges .....	409
a.	La dimension horizontale des échanges .....	409
b.	La dimension verticale des échanges .....	410
3.	Une économie favorisant l'intégration sociale .....	410
II.	L'imposition traditionnelle: aspects quantitatif et qualitatif .....	411
1.	Les impôts coutumiers: une réponse au souci quantitatif .....	411
2.	Les impôts coutumiers: une reconnaissance de l'autorité publique .....	411
B.	Les impôts coloniaux et l'affaiblissement du pouvoir fiscal monarchique .....	412
I.	L'organisation économique coloniale .....	412

II.	La dimension quantitative des impôts coloniaux . . . . .	412
1.	L'imposition sous l'administration allemande . . . . .	412
2.	L'imposition sous l'administration belge . . . . .	413
a.	Le dessein initial de l'autorité coloniale belge . . . . .	413
b.	Le glissement vers la dimension quantitative . . . . .	414
III.	La ruine de la fonction politique de l'imposition traditionnelle . . . . .	415
1.	La ruine du pouvoir des autorités traditionnelles . . . . .	415
2.	L'emprise fiscale du pouvoir colonial . . . . .	415
IV.	Une réaction de la population : la fuite devant l'impôt . . . . .	416
C.	L'allégeance fiscale à l'époque postcoloniale . . . . .	416
I.	La dégradation du civisme fiscal à l'époque postcoloniale . . . . .	416
1.	Le constat . . . . .	416
2.	L'explication du phénomène . . . . .	417
a.	La répartition inégale des richesses . . . . .	417
b.	La rupture du lien traditionnel entre le chef et la population . . . . .	417
c.	La baisse de la moralité publique . . . . .	418
d.	La rupture de la solidarité nationale . . . . .	418
II.	L'action fiscale dans la consolidation de la conscience nationale dans l'Etat moderne . . . . .	418
1.	La construction de l'unité nationale par l'impôt . . . . .	418
a.	L'idée générale . . . . .	418
b.	Les caractéristiques d'un impôt vecteur de valeurs pédagogiques . . . . .	419
2.	Une nouvelle forme de solidarité par l'impôt . . . . .	420
	Conclusion . . . . .	420

**L'exploitation des gisements des terres rares de Gakara et la protection des droits de l'homme**

	Lazare NGENZEBUHHORO . . . . .	423
	Introduction . . . . .	423
A.	Le cadre juridique de l'exploitation minière au Burundi . . . . .	426
I.	Les instruments juridiques internationaux . . . . .	426
II.	Les textes juridiques internes . . . . .	427
1.	La loi n° 1/21 du 15 octobre 2013 portant Code minier du Burundi . . . . .	427
2.	Les autres normes applicables aux opérations minières . . . . .	429
B.	L'impact de l'exploitation des terres rares de Gakara sur les droits de l'homme . . . . .	430
I.	L'impact positif de l'exploitation des terres rares de Gakara . . . . .	430
1.	Les actions de développement local . . . . .	430
2.	La création d'emplois . . . . .	432

II.	Les conséquences néfastes de l'exploitation minière . . . . .	433
1.	Les dommages économiques, sociaux et culturels . . . . .	433
2.	Les atteintes à l'environnement . . . . .	433
C.	Perspectives de concilier « exploitation minière et respect des droits humains » . . . . .	434
I.	Réforme du système d'indemnisation . . . . .	434
II.	Bonne gouvernance dans la gestion du secteur minier . . . . .	436
	Conclusion . . . . .	437

### **The Role of English in Burundi Socio-economic Development**

	Ildephonse HORICUBONYE . . . . .	441
	Introduction . . . . .	441
A.	Literature review . . . . .	442
I.	Introduction . . . . .	442
II.	Socio-economic development: Definition . . . . .	442
III.	English as a factor of socio-economic development. . . . .	443
IV.	The role of English in the internationalisation of Burundian higher education and research. . . . .	444
V.	The role of English in cooperation and business negotiation. . . . .	445
VI.	The role of English on the national, regional and international job market . . . . .	447
B.	Methodology. . . . .	447
I.	Participants. . . . .	447
II.	Questionnaire. . . . .	448
III.	Analysis procedure . . . . .	449
C.	Results . . . . .	449
I.	The importance of the knowledge in English in the development of higher education and research in Burundi . . . . .	449
II.	The role of the knowledge of English for a job opportunity . . . . .	450
III.	what is the impact of the knowledge of English on cooperation and business negotiation? . . . . .	451
D.	Discussion. . . . .	452
	Conclusion . . . . .	454

### **Etat de droit et développement au Burundi: réalités et perspectives**

	Siméon BARUMWETE . . . . .	457
	Introduction . . . . .	457
A.	Cadre théorique et conceptuel. . . . .	458
I.	L'Etat de droit . . . . .	458
II.	Le développement . . . . .	459
III.	Corrélation entre Etat de droit et développement . . . . .	460

B.	Etats des lieux de l'Etat de droit et du développement au Burundi . . . .	462
I.	L'Etat de droit au Burundi . . . . .	462
1.	Le respect de la constitution . . . . .	462
2.	Les droits de l'homme . . . . .	464
3.	Propriété privée, dons et financement de l'action publique. . .	468
4.	L'impunité . . . . .	473
5.	La corruption . . . . .	476
II.	Etat de développement du Burundi indépendant. . . . .	479
C.	Faiblesse de l'Etat de droit et ses conséquences sur la coopération au développement . . . . .	481
D.	Perspectives de développement du Burundi . . . . .	483
	Conclusion . . . . .	486